

Cover Page



Universiteit Leiden



The handle <http://hdl.handle.net/1887/20524> holds various files of this Leiden University dissertation.

Author: Seli, Djimet

Title: (De)connexions identitaires post-conflit : les Hadjeray du Tchad face à la mobilité et aux technologies de la communication

Issue Date: 2013-02-13

Chapitre 6 : déconnexion du Guéra et rupture des familles

Introduction

L'insécurité politique et la précarité économique avec et dans lesquelles vivent les populations du Guéra, comme on peut le voir à travers l'histoire de vie de Nandje (Cf. chapitre 3), les exposent à la mobilité comme mode de vie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Tchad, à travers les différentes filières de mobilité et de migration qui s'étaient faites dans le temps et dans l'espace. Cette constante mobilité inhérente à la situation des crises et des violences politiques, pose le problème de la communication entre les familles dispersées dans l'espace tant national que dans les pays limitrophes du Tchad.

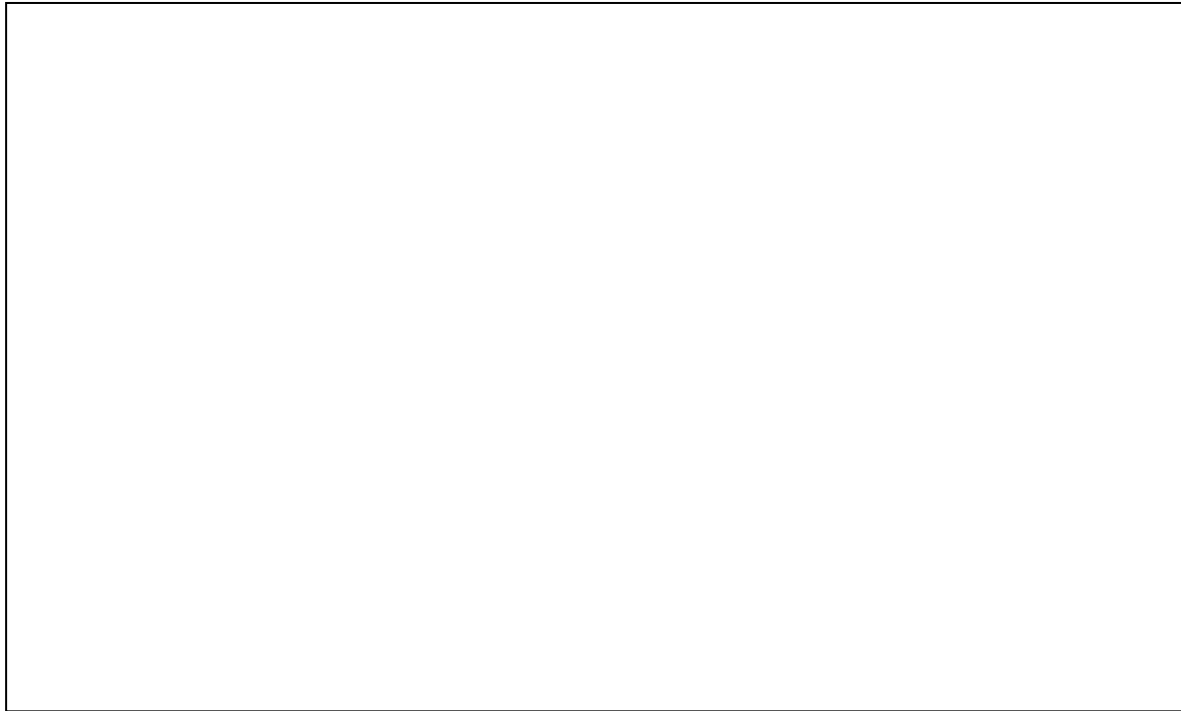
À cet égard, il importe de voir de quelle manière, la mobilité des populations hadjeray a donné naissance à une nouvelle écologie de la communication due à la séparation des parents. Aussi, Il serait intéressant de voir comment cette écologie de la communication va être victime des contraintes, des crises et instabilités politiques pour contribuer à la 'déconnexion' des populations hadjeray et hypothéquer un tant soit peu la force de la dynamique identitaire de cette population.

Mobilité comme facteur de communication

La mobilité qui frappe les familles dans la région du Guéra depuis l'aube de la colonisation est venue donner une dimension nouvelle à l'écologie de la communication de ses populations. Sous l'action de la mobilité, surtout des différentes filières de mobilité, on assiste à l'extension et à la dilatation de l'espace géographique des familles.

De l'espace réduit à l'échelle du village où toutes les familles vivaient naguère avant la colonisation, aujourd'hui les populations hadjeray se retrouvent vivant sur un espace géographique plus étendu. Non seulement à l'échelle de la région du Guéra ou du Tchad, mais sur un espace géographique qui s'étend jusqu'aux pays voisins du Tchad. L'exemple de la famille Abakar Gantour ci-dessus en est l'illustration. À l'exemple de la famille Abakar Gantour, les populations hadjeray en général, sous l'effet des différentes filières de mobilité qui se sont succédé dans le temps et dans l'espace au gré des différentes circonstances événementielles, ont donné naissance à plusieurs autres communautés hadjeray dans d'autres régions et pays voisins. On trouve dans les pays limitrophes du Tchad ou régions voisines du Guéra, si ce n'est pas des villages entiers qui portent les noms des villages du Guéra (exemple Hilé Somo dans la région de Koundoul, en référence au village Somo de la région de Bitkine), des quartiers entiers qui sont peuplés des Hadjeray et qui portent souvent les noms de 'Quartier hadjeray' comme à Baltram et Sidjé dans la région du Lac-Tchad.

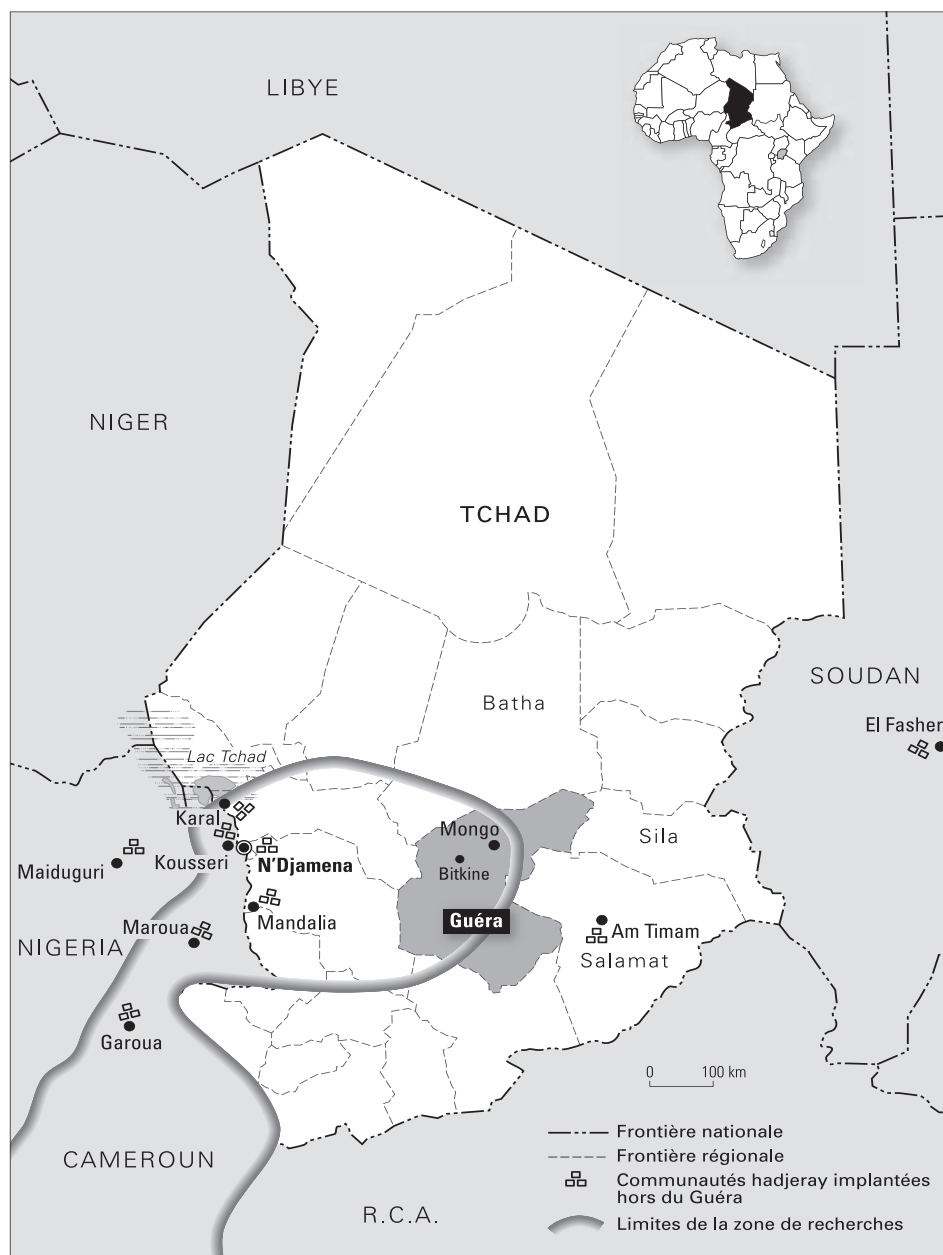
Photo 6.1 Une vue partielle du 'Quartier hadjeray' à Sidjé dans la région du Lac-Tchad.



Source : photo prise par l'auteur en 2009.

Au terme de différentes filières de mobilité et de migration, on rencontre des communautés hadjeray implantées un peu partout aux alentours de la région du Guéra. Ces mobilités et migrations ont de ce fait, redessiné la carte géographique des populations qui désormais, ne se limite pas seulement au niveau de la région du Guéra, mais s'étend sur certaines régions voisines comme le Salamat, le Chari-Baguirmi et le Lac-Tchad et aussi à des pays limitrophes comme le Soudan, le Nigeria et le Cameroun. Ci-contre la carte géographique des zones de concentration des populations hadjeray.

Carte 6.1 Cadre géographique des populations du Guéra.



Source : compilation de l'auteur inspirée des enquêtes de terrain et de la littérature.

Avec la dispersion des populations dans l'espace, les familles se retrouvent séparées par des centaines, voire des milliers de kilomètres. La séparation des parents par de longues distances et durant de longues années, constitue elle-même le premier facteur important de l'écologie de la communication. Car l'émigration des jeunes gens permettant le ravitaillement des parents du village en produits manufacturés et aussi en argent passe par des voyages sur de longues distances qui n'existaient pas auparavant comme le soutient Abderamane Amane¹⁰⁴ :

¹⁰⁴ Homme, paysan, âgé d'environ 70 ans, interview réalisée en juin 2009 à Baro.

‘Le fait que moi, mes frères et mes enfants vivons séparés, loin les uns des autres, n’est pas en vérité une mauvaise chose. Car si on était tous ici ensemble, beaucoup d’entre nous se seraient faits des problèmes. Ces distances qui nous séparent, resserrent en même temps nos liens. Maintenant que nous vivons loin les uns des autres, le sentiment qui anime les uns envers les autres c’est celui de la nostalgie, de l’amour. Car quand on ne voit pas quelqu’un pendant longtemps, on garde un bon souvenir de lui et on éprouve à son encontre un sentiment de nostalgie, le besoin de le voir, de lui parler. Loin d’être un inconvénient, l’émigration de mes frères, de mes enfants représente un avantage en ce qu’il nous permet d’être ravitaillés en vêtement et autres produits manufacturés d’une part et d’autre part cela leur permet de s’ouvrir l’esprit et d’acquérir des idées, car dit-on souvent que ‘celui qui a vu cent villages est égal au vieillard qui a vécu 100 ans’.

Généralement, les personnes parties à la recherche de la fortune pour une année, restèrent plusieurs années durant, le temps de se constituer une économie conséquente. Car la tradition en vigueur veut qu’au retour d’une immigration, l’on soit en mesure d’apporter de l’habillement à toute la famille, le sel à tout le quartier, en plus de l’argent en espèces pour acheter des chèvres ou veaux pour constituer une économie en vue de parer à un éventuel problème. Avoir de tels biens requiert pour certaines personnes qui n’ont pas de chance de trouver tôt du travail bien rémunéré, de passer plusieurs années dans leurs lieux d’émigration. Le comble c’est que, plus on met des années sur les lieux d’émigration, plus on est tenu de rapporter beaucoup d’effets au village. Cette tradition oblige alors beaucoup de personnes n’ayant pu constituer ce dont elles ont besoin pour rentrer au village, d’y rester aussi longtemps que possible faute d’avoir réussi à réunir le minimum requis.

À côté de cette tradition du matériel, née une autre tradition au village, celle d’informer l’immigré de tout ce qui se passe au village après son départ. En somme, avec les crises, naquit la mobilité et de la mobilité naquit le désir de la communication, surtout la communication par les voyages sur de longues distances. Cette communication permet d’établir les contacts entre les populations de la région du Guéra et les communautés ou les diasporas hadjeray implantées dans d’autres régions ou pays limitrophes du Tchad.

Cette théorie de la distance ou de la séparation des parents comme l’un des facteurs de l’écologie de la communication est d’autant plus plausible qu’elle se vérifie à travers même le répertoire et le ‘journal des appels’¹⁰⁵ téléphonique de Abdramane Amane. En effet, sur une liste de 42 correspondants dont Abdramane Amane dispose dans le répertoire de son téléphone, 31 se trouvent ailleurs. Seuls, 11 de ses correspondants se trouvent au village et dans la région du Guéra.

Le second élément qui renforce cette thèse, c’est Abdramane lui-même, très préoccupé à vouloir ne communiquer qu’avec des parents très éloignés et de ce fait, néglige même de lister le numéro de ses cousins et de certains de ses voisins, avec qui, il partage d’ailleurs l’ombre d’un hangar à longueur des journées durant la caniculaire période des mois de mars-avril-mai.

¹⁰⁵ Le terme ‘journal des appels’ ici désigne un menu du téléphone mobile où on trouve les appels reçus, les appels émis, les appels en absence ou appels manqués. Cette appellation varie d’une marque de téléphone à une autre.

Le troisième élément, et non des moindres se trouve dans le journal des appels de son téléphone mobile. Sur une liste de 8 correspondants appelés et reçus figurant dans son téléphone mobile, pas une seule personne ne réside dans le village ou même dans le village voisin. Car avoue-t-il : « *Le téléphone est fait pour appeler les gens qui sont loin, et qu'on ne peut pas rencontrer facilement. Les gens qui sont ici dans le village ou qui sont dans les villages environnants ne nécessitent pas qu'on dépense des crédits pour les appels* ».

À la théorie de l'éparpillement des familles comme facteur de la communication qui sous-tend l'écologie de la communication dans la société hadjeray, s'ajoute une autre, celle de la communication de crise. Les multiples crises (instabilité politique et crise alimentaire) que traverse la région du Guéra, a fait naître le sentiment de nostalgie et aussi le sentiment d'insécurité sans la présence des siens, sentiments qui, à leur tour, ont fait naître le besoin de communication entre les communautés hadjeray du Tchad et de l'étranger et leurs parents vivant dans la région d'origine comme l'affirme Abdramane, le chef de quartier hadjeray du village Sidjé dans la région du Lac-Tchad, pour montrer son attachement aux parents vivant dans la région d'origine:

'Cette année, j'ai appris que la situation alimentaire n'est pas bonne au village. J'aurais aimé que c'est nous ici qui puissions connaître une telle situation, plutôt que les parents du village. Eux là-bas, ils sont notre nombril. Ici, nous ne sommes que des étrangers. La moindre souffrance frappant les gens du village nous touche plus que nos propres souffrances. Certes, nous sommes implantés ici depuis des années, mais on ne se sent pas comme chez nous. Le jour où il va y avoir des problèmes entre nous et les autochtones du village dans lequel nous vivons actuellement, c'est dans nos villages d'origine que nous allons repartir trouver refuge. L'histoire nous a donné une bonne leçon, à partir des événements de 1979 à N'Djamena. Lorsque la guerre a éclaté en 1979 à N'Djamena, chacun a pris la direction de son village. Même ceux dont les villages sont situés à plus de 1000 kilomètres et où il n'y a même pas les moyens de déplacement. C'est à pied que les gens sont rentrés dans leur village. Par conséquent, il y va de notre intérêt, de notre avenir de maintenir le contact avec notre village car on ne sait jamais dans la vie. D'ailleurs, maintenant ici, il y a des signes qui nous montrent déjà que nous n'allons pas rester ici éternellement parce que, ici ce n'est pas chez nous. Lorsque nous étions arrivés ici, on ne connaissait pas le problème foncier, le problème de cohabitation avec les autochtones. La terre suffisait à tout le monde. Mais petit à petit, on a perdu nos terres pour nous retrouver aujourd'hui en train de louer les champs pour y pratiquer l'agriculture. En plus de cela, il arrive que certains autochtones nous traitent de 'réfugiés', des gens chassés par la famine. Demain, ce sont peut-être nos propres concessions dans lesquelles on vit qui vont être prises. Le seul endroit où on peut aller habiter en paix c'est notre village.'

Du côté des populations hadjeray de la région d'origine, le même sentiment de la dépendance vis-à-vis des parents immigrés et du besoin de la communication se fait nettement sentir comme le relève Moussa Sabre¹⁰⁶ qui déclare que :

'Malgré que nous vivions séparés à des milliers de kilomètres de nos parents immigrés, nous ne pouvons pas nous passer d'eux. Ils constituent notre seul secours pendant les périodes difficiles, ou en cas de problèmes de paiement de prix du sang lors d'un assassinat. Nous dépendons d'eux sur beaucoup de plans. On a tout le temps besoin d'être en contact avec eux pour qu'ils puissent nous aider à gérer nos difficultés de la vie. Nous ici, nous n'avons pour seule source de revenu

¹⁰⁶Homme, environ 65 ans, interview réalisée en juin 2009 à Mongo.

que les rendements de nos champs qui nous servent à nous nourrir et à nous vêtir, et aussi pour résoudre d'éventuels problèmes de la vie. Mais le problème c'est que ces rendements de nos champs dépendent des aléas climatiques où certaines années les récoltes suffisent à peine pour nous nourrir. Alors, pendant des années difficiles, on s'entretient aux parents immigrés qui nous fournissent au moins les vêtements et l'argent en cas de problème qui nécessite un dédommagement. Par exemple, l'année surpassée, n'eût été mon frère Ousman, je me demande si aujourd'hui je serais encore un homme libre de mes mouvements. Car comme on le dit souvent un malheur ne vient jamais seul. En plus de la mauvaise pluviométrie qui a entraîné une mauvaise récolte, j'ai dû payer encore une amende de 130000 FCFA pour cause d'adultère qu'un de mes enfants a commis. Pour pouvoir payer cette somme, j'ai dû aller directement voir mon frère Ousman qui est à Bebedja. Dieu merci, il m'a trouvé plus de la moitié de la somme demandée''.

En somme, Les multiples crises que connaît la société hadjeray ont tendance à devenir un déterminant qui imprime un rythme à la communication. Plus la situation est difficile, plus les contacts se nouent, se renouent, se multiplient et se densifient. Ainsi, les crises constituent un coefficient de multiplication, de densification de la communication entre les parents séparés comme le démontre Abderrahmane Hassan que nous avons interrogé sur la fréquence de la communication entre lui et ses parents du village :

'Dans les années passées, surtout au temps de Habré, il ne passait pas une seule année sans que je reçoive quatre ou cinq personnes de la famille. Les deux cases que tu vois là (à l'entrée de la concession), je les ai construites uniquement pour abriter les étrangers. Ils venaient sans discontinuer. Maintenant, Dieu merci, il y a la paix, il y a l'abondance, donc les gens n'ont pas besoin de venir ou de nous contacter '.

Le paradoxe de l'écologie de la communication hadjeray

Cette tendance de la communication ou à la densification de la communication entre les familles en temps de crises se conjugue souvent avec les difficultés de communication que rencontrent les populations et qui sont dues tantôt à l'enclavement géographique de la région du Guéra, tantôt au manque d'infrastructures de communication ou à leur destruction par la rébellion, tantôt au quadrillage policier de la région du Guéra pendant les longues décennies des troubles que le pays et en particulier la région du Guéra ont connus.

La difficulté de la communication des populations du Guéra relève de prime abord de l'enclavement même de la région du Guéra, puisque les manuels scolaires en vigueur au Tchad définissent la région du Guéra comme '*une région doublement enclavée*'. Le double enclavement de la région du Guéra s'explique premièrement par la position du Tchad dans l'hémisphère nord entre le 8^e et le 24^e parallèle Nord d'une part et entre le 14^e et le 24^e degré de longitude Est d'autre part. Cette position géographique met le Tchad au milieu de l'Afrique, entouré par la Libye au Nord, la République centrafricaine au Sud, par le Soudan à l'Est et par le Nigeria et le Cameroun à l'Ouest. Ensuite, le deuxième niveau d'enclavement de la région du Guéra s'explique par le fait qu'elle soit elle-même une région enclavée, donc sans déboucher sur la mer. En effet, située entre 10° et le 12° de longitude Nord et entre le 18° et le 20° de latitude Est, la région du Guéra est placée au milieu du Tchad sans frontières directes avec les pays voisins dans lesquels vivent de nombreuses communautés hadjeray. Puis, il s'agit là d'une région montagneuse dans laquelle la circulation n'est pas aisée, car il faut souvent contourner des chaînes de montagnes pour accéder à un village.

Etre situé au centre d'un pays est-il réellement un handicap pour la communication ? En principe non. Car être au centre permet d'être plus proche de toutes les régions limitrophes. Cela aurait pu permettre à la région du Guéra d'être une des régions les plus connectées du Tchad à toutes les autres, voire une région carrefour comme le démontre M. Ahmat¹⁰⁷ avec des panneaux d'inscriptions comme preuve à l'appui de ses déclarations:

'L'enclavement dont a été victime la région du Guéra durant des décennies passées sous prétexte de sa position au centre du Tchad n'était qu'artificiel, savamment voulu et entretenu. Ce sont l'Etat et les politico-militaires qui ont enclavé la région du Guéra. Sinon la nature l'a favorisée en la mettant au milieu pour en faire une région carrefour. C'est la même région du Guéra qu'on disait hier enclavée, qui sert aujourd'hui de carrefour, de lieu de passage obligé pour toutes les populations du Sud qui vont au Nord, du Nord qui vont au Sud, de l'Est qui vont à l'Ouest et de l'Ouest qui vont à l'Est. Mieux c'est la même région du Guéra qu'on disait hier géographiquement enclavée, qui sert aujourd'hui de siège régional des organismes et institutions étatiques qui opèrent à partir de Mongo pour couvrir les régions voisines du Salamat et Batha'.

Cependant, l'avantage d'être au milieu qu'aurait dû avoir la région du Guéra s'est transformé en handicap par l'insuffisance des infrastructures de communication. Et le peu d'infrastructures qui existait ont été transformées intentionnellement en inconvénients. Ainsi, les décennies passées furent marquées par la marginalisation géographique de la région du Guéra comme l'a relevé (J-F Vincent, 1987 : 161):

'Les montagnes du pays hadjeray correspondent en fait à un ensemble de massifs montagneux isolé, situé à égale distance de N'djamena et du Soudan [...] il s'agit là d'une région reculée, à l'écart des grands axes dont de surcroît, la majeure partie est coupée du Tchad par des inondations saisonnières'.

La région du Guéra était une région reculée, isolée et périodiquement coupée du reste du pays, à cause d'une part du manque d'infrastructures de communication, en particulier les routes et d'autre part, des raisons de quadrillage politique et policier.

Les infrastructures routières

Le Tchad est l'un des pays africains qui souffrent de la faiblesse des infrastructures de communication. Avec une superficie de 1.284.000km², le Tchad ne dispose en théorie, jusqu'en 1998, que de 40000 km de routes, dont seules 6200 km ont été retenues comme routes nationales. La moitié Sud du pays abrite toutes les routes principales, qui sont le plus souvent des pistes plus ou moins entretenues, et quelques voies secondaires. Le Nord du Tchad, largement moins bien fourni, ne possède que quelques routes secondaires qui joignent les différents oasis et villages. Parmi les routes dites même nationales, certaines deviennent impraticables pendant la saison des pluies, entraînant l'isolement des régions entières pendant 4 à 5 mois. Le réseau routier très peu fourni, ne facilite pas la connexion entre les villes du Tchad.

¹⁰⁷ Homme, enseignant à l'école du centre de Mongo, environ 56 ans, interview réalisée en avril 2009.

Au nombre des régions du Tchad mal desservies par le réseau routier dans les décennies passées, figure la région du Guéra. En effet, jusqu'en 1990, la région du Guéra ne disposait d'aucune infrastructure routière susceptible de la raccorder en permanence à d'autres régions et plus particulièrement à N'Djamena la capitale. Les seules routes qui existaient étaient des simples pistes tracées depuis la colonisation à base des travaux des corvées et qui ne reliaient que les villes de Bitkine et Mongo à N'Djamena et que de temps en temps, on réquisitionnait la population pour les remblayer car elles ne sont praticables qu'en saison sèche, de décembre à mars. Les voyages sur ces routes étaient pénibles comme le racontait Issa Matane¹⁰⁸, qui se souvenait d'une de ces conditions de voyage entre Bitkine et N'Djamena dans les années 1966.

'Je ne sais si de nos jours c'est la terre qui se rétrécit de plus en plus, ou bien c'est réellement l'effet de la route et de la vitesse des moyens de transport. Aujourd'hui, les voyages sur N'Djamena durent moins d'une demi-journée. C'est à peine si de nos jours pour aller à N'Djamena les gens prennent des provisions d'eau avec eux. Car le temps d'avoir soif, on arrive à Bokoro, le temps d'avoir faim, on est déjà à Massaguet et c'est pratiquement N'Djamena. Pendant notre jeunesse, pour aller à N'Djamena, on mettait au moins une semaine en route. Pour aller à N'djamena, on préparait suffisamment des provisions, les femmes prenaient des ustensiles de cuisine avec elles parce qu'il fallait cuisiner en route pendant des jours. Je me rappelle une de mes conditions de voyage dans les années 70. Ce voyage était le plus pénible de ma vie. J'avais préféré aller à N'Djamena dès le mois de novembre. Mon grand frère qui savait beaucoup de l'état de la route m'en a fortement déconseillé. Malgré les conseils de mon grand frère d'attendre la saison sèche pour voyager, je m'étais entêté à voyager, et j'ai mis en route 12 jours pour arriver à N'Djamena, parce que la route était partout entrecoupée par des mares d'eau qui se séchaient à peine. Chaque fois, le camion s'embourbait et pour le faire sortir, il fallait décharger toutes les marchandises pour que le véhicule puisse être léger afin d'être poussé par les passagers. Sur certains tronçons, on était obligé de couper les branches d'arbres pour mettre devant le camion afin que celui-ci puisse rouler dessus. À force de faire ronfler le moteur du camion sur des petites distances, on a épuisé le carburant en route, et donc il fallait dépêcher un apprenti-chauffeur à pied pour aller chercher du carburant dans la ville voisine. Pour cela, on a attendu deux jours. Donc au terme de ce 12 jours de voyage, j'étais arrivé à N'Djamena physiquement épuisé à force de pousser le camion et économiquement à sec parce que j'avais bouffé en route toutes mes provisions '.

1966-1980 : le double enfermement des populations du Guéra

Malgré son état calamiteux, la seule route qui reliait la région du Guéra à la région du Chari-Baguirmi et plus particulièrement à N'Djamena va devenir au fil de développement de la rébellion, une source d'insécurité. Les quelques ouvrages comme les ponts, construits pour rendre la circulation possible sur cette route vont être systématiquement détruits à l'exemple du pont de Bollong situé à une cinquantaine de kilomètres de Bitkine. À la destruction des ponts qui rendent déjà la circulation très difficile, va s'ajouter une insécurité notoire due aux braquages par les bandits de grand chemin appelés communément 'coupeurs des routes' qui opèrent plus particulièrement sur le tronçon Bokoro-Bitkine et dont les habitants de la région du Guéra ou du moins les usagers de cet axe gardent un mauvais souvenir.

¹⁰⁸ Homme, paysan, environ 63 ans, interview réalisée en mai 2009 à Abtouyouur.

En effet, la région du Guéra détient l'un des plus tristes tronçons de braquage du Tchad, à travers le tronçon de Bollong, qui décidément, coupe le souffle à tout voyageur amené à y passer. Il s'agit d'un tronçon d'une cinquantaine de kilomètres, assez densément boisé, appelé Bollong. Ce tronçon est situé entre les localités de Bikine et Bokoro sur la route de N'Djamena. Il a une très longue histoire d'insécurité routière qui remonte dans les années 70.

Pour le besoin de braquage d'une part et pour le besoin d'inaccessibilité de la région du Guéra aux forces gouvernementales en provenance de N'Djamena la capitale d'autre part, les rebelles avaient dans les années 70 dynamité cet important pont qui longe une grande rivière située dans la zone de Boullong, entre Bitkine dans le Guéra et Bokoro dans le Chari-Baguirmi. L'impraticabilité du pont a pour conséquence le ralentissement des camions à l'approche de la rivière et lors de la traversée. Ce qui permet aux rebelles souvent embusqués dans les bois aux alentours, de surgir, puis de braquer les voyageurs ou d'attaquer les militaires loyalistes qui y circulaient. Au fil des années, l'insécurité va se densifier à cet endroit qui deviendra un véritable coupe-gorge, un endroit très redouté par les voyageurs, le symbole de l'insécurité routière par excellence au point de nécessiter dans les années 80, une escorte militaire pour chaque véhicule des passagers. Outre l'escorte militaire pour sécuriser les passagers, il fut créé un peloton spécial chargé d'opérer sur cette route pour la sécuriser.

Malgré la création d'un peloton spécial 'Anti Gang' basé à Bokoro et qui faisait régulièrement les va-et-vient entre Bokoro et Bikine plusieurs fois par jour pour sécuriser la route, la traversée de ce tronçon représente un cauchemar pour les passagers en ce qu'elle fait planer le risque de braquage. Ainsi, même de nos jours, où il y a un minimum de sécurité sur cette route, l'ombre de cette tristement célèbre route hante toujours l'esprit des voyageurs, à qui elle fait couper le souffle comme ce fut le cas de Issa Ousman¹⁰⁹, notre voisin de siège, lors de notre voyage de recherche au Guéra en avril 2009.

Effet, Issa Ousman, un homme d'une cinquantaine d'années, était tout le long de notre voyage, un des passagers les plus bavards. À l'entendre parler, ses activités de commerçant l'ont fait voyager à travers tout le Tchad pendant de longues années. Son art de parler lui vient de cette activité qui le met souvent en contact avec des personnes inconnues dont il s'efforce de faire la connaissance à coup d'animation. Cela se ressent à travers la facilité qu'il a d'improviser les sujets de causerie et la manière dont il animait les passagers tout au long de la route. Car non seulement il a horreur du silence comme il aime à le répéter à qui veut l'entendre, mais il est capable de trouver un sujet de conversation, de causerie à partir du regard, de l'accoutrement et même à partir du silence de quelqu'un.

Malgré son caractère bavard, son réflexe de la peur de l'insécurité du tronçon de Boullong lui impose le silence sans qu'il ne s'en rende compte. En effet, lorsque nous amorçons le périlleux tronçon, Issa Ousman qui était inlassablement bavard depuis le début du voyage, arrêta brusquement de parler comme tous les autres voyageurs. Il enleva de sa poche un chapelet de prière musulmane qu'il égrena accompagné d'une prière silencieuse tout au long de la traversée de la dangereuse zone qui s'étend sur une distance d'une quarantaine de kilomètres. Lorsque nous arrivons à l'approche du village de Mataya annonçant la fin du dangereux tronçon, il arrêta sa prière, poussa un gros ouf de

¹⁰⁹ Homme, commerçant, environ 50 ans, résidant à Bitkine, entretien réalisé en mars 2009.

soulagement et porta son chapelet avec les deux paumes de main ouvertes sur le visage, suivi de *Al hamdu lilay*, pour remercier Dieu de nous avoir fait traverser la zone sains et saufs. Faisant semblant d'ignorer la dangerosité qui lui a imposé le silence, nous le provoquons par la question de savoir s'il avait sommeil pendant la traversée du tronçon. Notre question fut pour lui une occasion de nous montrer en quoi cette zone est dangereuse en ces termes :

'Mon jeune frère, il faut remercier Dieu de t'avoir envoyé au monde maintenant où il y a la paix, il y a la sécurité. Si tu étais de mon âge, que tu sois de la région du Guéra ou d'une autre région, tu aurais dû savoir pourquoi je m'étais tu comme tout le monde lorsque nous traversions le tronçon. Si ce n'est pas que l'évolution a apporté la route aujourd'hui, je doute que tu sois en train de voyager sur cette route maintenant. Tout cela pour te dire que le tronçon que nous venons de traverser était le tronçon le plus dangereux que la région du Guéra ait pu avoir. Depuis que j'ai appris à nommer les choses, j'ai compté pas moins de 20 braquages sur cette route. D'ailleurs, dans les décennies passées, aucun camion ne pouvait venir ici sans être escorté par les militaires'.

Sous la pression de deux forces (gouvernementales et rebelles) qui s'exerçaient sur les populations, ces dernières avaient tendance à vouloir quitter la région du Guéra (Garondé, 2003 ; Netcho, 1997). Ce besoin de quitter la région du Guéra ne doit pas seulement faire face aux difficultés créées par la rébellion qui crée l'insécurité routière, mais aussi par les forces gouvernementales. En effet, pour échapper aux exactions, les populations, avaient tendance à l'époque, à partir au Soudan où vivaient déjà une importante communauté de populations hadjeray parties depuis l'époque coloniale (Buijtenhuijs, 1978). Cependant, le Soudan étant le lieu de naissance et de recrutement de la rébellion parmi les communautés tchadiennes immigrées ou exilées, ce pays devient aux yeux des autorités tchadiennes de l'époque une destination suspecte, car il représente une base de recrutement pour la rébellion. Dans les années 70, les conditions de voyages des populations tchadiennes vers ce pays (Kinder, 1981) vont être difficiles. Pour plus décourager les populations hadjeray de s'y rendre, les forces gouvernementales vont user des exactions pour dissuader les populations de rester dans la région, comme le rapporte Garondé (2003 : 93-94) :

'En octobre 1969, quarante jeunes et adolescents des villages de Moulouk, Iedjé et Domaï du canton Sorké quittèrent leur territoire pour le Soudan. Ils furent interceptés par les forces gouvernementales non loin du village de Tounkoul, dans la sous-préfecture de Mongo. (...) Les forces de l'ordre en exécutèrent trente-neuf sur l'axe Mongo- Niergui. [...] En novembre 1971, les commerçants ambulants qui revenaient du marché de Gama, furent interceptés par les forces de l'ordre sur l'axe allant de Djana à Mélfy, ces commerçants utilisaient des ânes comme montures. Ils furent accusés par les soldats d'avoir amené du sucre aux rebelles. Ils furent castrés bien qu'innocents.

L'insécurité qui avait prévalu sur le tronçon entre Bitkine et Bokoro avait entraîné dans les années 70 et 80, l'interdiction de l'utilisation de cette unique route qui reliait le Guéra à N'Djamena et partant à la partie méridionale du Tchad. Pour pouvoir sortir de la région du Guéra, il fallait passer par Ati pour aller, soit à N'Djamena, soit à Abéché vers l'Est. Le détour par Ati imposait aux voyageurs du Guéra, de longues périodes de séjour d'attente d'un

hypothétique camion à Mongo qui pourrait desservir le trajet Mongo-Ati. À ce propos, le récit des conditions de voyage de Haroun A.¹¹⁰ d'il y a une trentaine d'années est illustratif:

'Nous quitions le village et prenons la direction d'Ati à une époque où la route Mongo-Fort-Lamy ne fonctionnait pas encore. Pour se rendre à Fort-Lamy, il fallait faire un détour par Ati. Et encore que pour aller de Mongo à Ati, il fallait attendre plus d'une semaine à Mongo dans l'espoir de trouver un hypothétique vieux et poussif camion Citroën à la carrosserie faite de bois. Comme à notre époque monter un camion est un plaisir, au lieu d'aller directement à pied à Ati, on a préféré rester à Mongo attendre un camion pour nous emmener à Ati. Pour ce faire, on a attendu 8 jours sans voir un camion. Entretemps, on a gaspillé une bonne partie de nos provisions. Pour ne pas continuer à rester à Mongo et dans la foulée finir nos provisions dans l'attente d'un camion qu'on n'est pas sûr de trouver, on décide d'aller à Ati à pied. Les deux jours de marche que nous prit le voyage à pied sur Ati, furent les premières épreuves d'homme de ma vie. Non seulement j'ai dû faire face à la fatigue et à la faim, mais j'ai dû affronter les fauves de toute nature dont certains, je n'en ai entendus que parler dans les récits. Je me sentais perdu. Pris de peur, nous ne marchions que le jour. À la nuit tombée, nous montions sur les arbres pour passer nos nuits blanches de peur d'être dévorés. Deux jours après notre arrivée à Ati, on trouva le camion en partance pour Fort-Lamy. Ce camion mit à son tour 3 jours pour arriver à destination'.

1982-1990 : quadrillage policier des moyens de communication

La période qui va de 1982 à 1990 va connaître une autre forme de difficulté de communication pour les populations hadjeray. Cette fourchette du temps équivaut au règne du président Habré qui va être marqué par une mainmise, voire un quadrillage policier des moyens et infrastructures de communication.

Habré arrivé au pouvoir en 1982 dans un contexte politique très troublé, avait pour souci de faire disparaître toute identité opposante et de faire taire toute voix discordante (Rapport de la commission, 1993). Pour ce faire, il fut instauré un quadrillage policier à presque tous les niveaux des moyens et infrastructures de communication.

Le premier niveau de quadrillage concerne la circulation routière. À cet effet, les barrières routières policières aux fins de contrôle d'identité se multipliaient. Chaque barrière comportait plusieurs corps : gendarmerie, police nationale, police politique, douane, service des eaux et forêts, etc., constituant une véritable tracasserie pour la circulation comme le relève Djimtebaye Lapia¹¹¹ :

'...s'il est effectivement aisé d'entrer au Tchad, il est par contre particulièrement difficile d'y circuler librement et d'en sortir. En effet, dans les précédents régimes, les pesanteurs du système policier avaient imposé un quadrillage systématique des personnes à l'intérieur du territoire national. Le déplacement des expatriés à l'intérieur du pays était soumis à une 'autorisation de circuler' délivrée par le ministère de l'Intérieur. Les Tchadiens eux-mêmes étaient confrontés aux innombrables barrières et postes de contrôle, où il était impératif de présenter, à chaque arrêt, sa carte civique, sa carte d'identité, sa carte de l'Unir (parti unique au pouvoir), le reçu de l'effort de guerre, etc. Vers l'étranger, les sorties étaient minutieusement verrouillées. L'octroi du passeport relevait du pouvoir discriminatoire du Ministre de l'Intérieur, alors que le décret No 1029/PR/PRE/MIAT/89 réglementant le passeport national tchadien précise en son article 2: 'la délivrance du passeport peut être sollicitée par tout Tchadien dès

¹¹⁰ Homme, paysan, environ 75 ans, interview réalisée à Mataya en avril 2009.

¹¹¹ 'La libre circulation des personnes : l'héritage d'un régime policier', in *Tchad et culture* n°130, février 1993.

lors qu'il justifie de son identité'. Si aujourd'hui deux décennies après la chute de la dictature, l'obtention du passeport est relativement facile, la réglementation de la libre circulation des personnes demeure quant à elle tout aussi contraignante. À l'intérieur du pays, les multiples barrières et postes de contrôle ont été maintenus et renforcés pour le plus grand malheur des commerçants et transporteurs.'

Compte tenu de son caractère rebelle, la région du Guéra fut l'une des régions les plus policièrement quadrillées afin de décourager la communication entre les populations suspectées d'alimenter la rébellion. À cette fin, on assiste à la multiplication des barrières de contrôle policier comme le mentionne Haroun Adam:

'Rien que dans la ville de Bitkine qui s'étendait à l'époque sur à peine 1 kilomètre, il y avait 3 postes de contrôle. Un premier poste de contrôle au niveau du marché même où sont embarqués les passagers. Un second poste de contrôle se trouve à la brigade de la gendarmerie où tous les camions sont tenus de passer pour contrôle d'identité et un troisième poste de contrôle à la sortie de la ville. Et à chaque poste de contrôle, on trouve la police nationale, la gendarmerie, la police politique, l'armée. À chaque poste de contrôle, il faut présenter sa carte d'identité nationale ou son acte de naissance, l'impôt, la carte du parti unique (UNIR¹¹²), la carte de contribution à l'effort de la guerre'.

L'absence d'un des documents demandés expose le passager à une punition, voire à une arrestation avec disparition définitive (Rapport de la commission d'Enquête, 1993 : 35-36) ou une amende dont le montant arbitraire s'élève au double, au triple de la valeur de la pièce manquante. La valeur d'amende des pièces demandées sur la route du voyage représente à elle seule deux ou trois fois le budget annuel d'un paysan, soutient Chaibo Adam¹¹³ qui se dit découragé de voyager à cause des rackets dont il a fait l'objet en 1985 aux cours de son seul voyage. Il décide de ne plus répéter l'expérience du voyage par voiture sur N'Djamena :

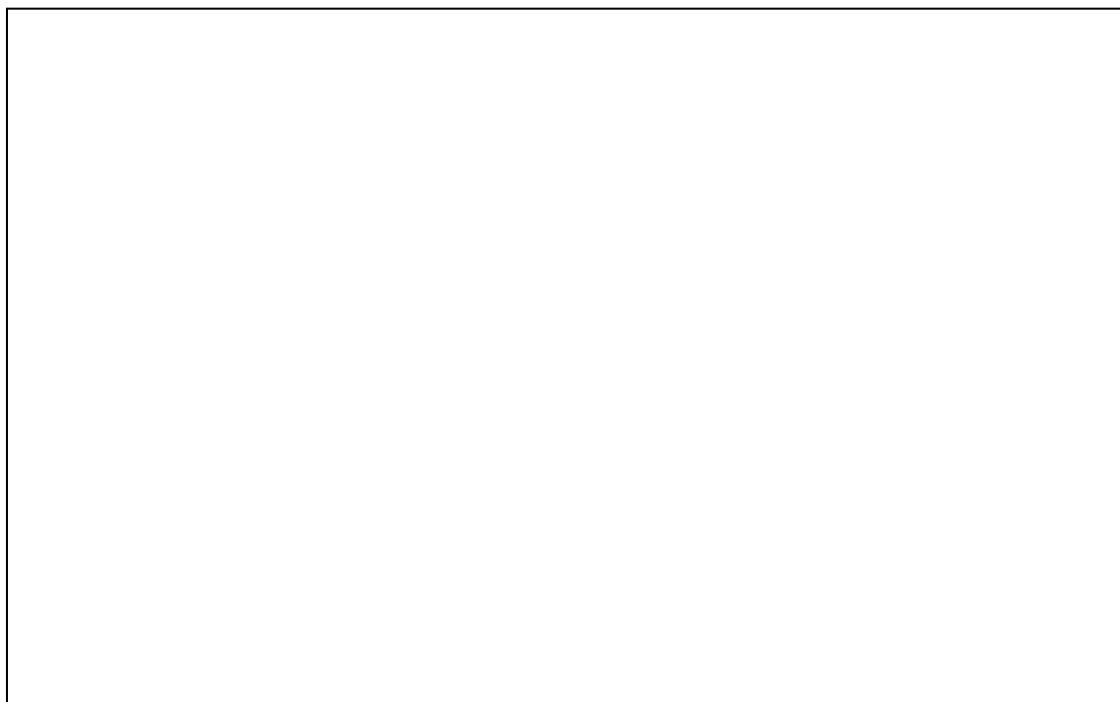
'Avant, à chaque saison sèche, je partais à N'Djamena pour travailler et avoir de l'argent pour venir payer mes impôts et habiller ma famille. Mais avec l'avènement de cette tracasserie policière, je préfère voyager à pied sur Gama par la brousse, pour aller faire le travail de battage de mil et avoir un peu d'argent plutôt que d'aller à N'Djamena ou à Abéché où sur la route on dépense plus que ce qu'on gagne par année et avec le risque d'emprisonnement'.

Les contraintes de voyage que représente le manque des infrastructures routières doublées de l'insécurité ainsi que les caprices des moyens de transport, contrastent avec le besoin de la communication qu'éprouvent les populations soumises à la pression des violences politiques d'une part et de crises écologiques d'autre part. Ces contraintes conduisent ces populations à s'entremettre à des moyens de locomotion traditionnels, que sont les ânes et les chevaux, nombreux dans cette région depuis de longues dates (Le Rouvreur, 1962).

¹¹² UNIR : Union Nationale pour Indépendance et la Révolution.

¹¹³ Homme, paysan, environ 65 ans, interview réalisée en juin 2009 à Abtouyou.

Photo 6.2 Un parc d'ânes sur le marché hebdomadaire de Baro dans le Guéra



Source : photo prise par l'auteur en 2009.

La mainmise de l'Etat sur les infrastructures de communication ne porte pas seulement sur les infrastructures routières, mais elle s'étend un peu plus sur les autres moyens de communication tels que les courriers épistolaires et les mass media comme la radio, voire le crieur public.

Les lettres

Faute de pouvoir voyager à cause, soit des tracasseries policières, soit des coûts élevés de transport, beaucoup d'habitants de la région du Guéra recourent régulièrement au mode de communication par les courriers épistolaires pour pouvoir échanger avec les membres des familles immigrées. Assez répandues, les lettres étaient restées les moyens de communication les plus utilisés pour communiquer avec les parents séparés. Malgré le fort taux d'analphabétisme de 70% (Monographie de Guéra, 1993) qui accable les populations, ces dernières utilisent les lettres pour pouvoir se communiquer. En témoigne la déclaration de Modi¹¹⁴, 'enseignant communautaire', ex-écrivain public (des lettres) de son village :

'Avant l'arrivée de la téléphonie mobile, les gens n'avaient que les lettres pour se communiquer avec les parents vivant dans d'autres villes et principalement à N'Djamena. Par exemple, le jeudi, c'est le jour de départ des gens du village pour le marché de Bitkine où ils doivent aller prendre les véhicules pour N'Djamena, Mongo et ailleurs. De ce fait, les journées de jeudi ont toujours été des journées noires pour moi à cause des dérangements dont je fais l'objet de la

¹¹⁴Modi Soumaine, homme, enseignant, détenteur d'une cabine téléphonique ambulante. Interview réalisée en mars 2009 à Boubou.

part des parents qui viennent de partout pour se faire écrire des lettres. Le matin, lorsque je me réveille, je trouve déjà quelquefois 3 ou 4 personnes en train de m'attendre pour se faire écrire des lettres. Le matin, ce sont généralement des gens qui viennent des villages voisins de 7, 8 ou 10 km. Lorsque le jour se lève, c'est une marée humaine qui envahit ma cour. Je leur écris des lettres jusqu'à mon départ pour l'école. D'autres personnes me suivent même à l'école. Par semaine je n'écris pas moins d'une dizaine des lettres'.

Comme d'autres moyens de communication, les courriers épistolaires souffraient du contrôle policier qui s'était abattu sur le Tchad durant la décennie 1980-1990. En effet, le régime policier et répressif que le Tchad a connu sous Habré n'était pas de nature à encourager des communications portant sur des sujets confidentiels à travers les lettres. Car, pendant le règne de Habré, les lettres découvertes étaient systématiquement ouvertes et lues, histoire de voir si le contenu ne véhicule pas un complot. En outre, la méfiance qui régnait entre les Tchadiens en général et entre les populations du Guéra à cette époque elles-mêmes en particulier, constituait un frein à la communication par les lettres. Le recours à un intermédiaire écrivain, inspirait souvent méfiance, eu égard à la délation qui prévalait au Tchad pendant cette période de dictature. Aussi, les lettrés chargés d'écrire des lettres se sentant souvent menacés, acceptaient difficilement d'écrire des lettres comme le déclare Mamadou Hissein¹¹⁵, enseignant à cette époque :

'Les objets des lettres sont vraiment divers. Il y a des gens qui écrivent des lettres à leurs parents pour demander des habits, du sel, des couvertures. D'autres écrivent tout simplement pour envoyer des salutations. D'autres encore écrivent pour annoncer la mauvaise récolte et profiter de l'occasion pour lancer un SOS. Les sujets à caractère politique sont soigneusement évités. Aussi, pendant les périodes difficiles, non seulement les populations ne voulaient pas elles-mêmes s'exposer, mais même nous les enseignants qui, comme d'habitude, sommes très sollicités pour ce genre de travail, refusons d'écrire des lettres à n'importe qui, au risque de se voir trouver un motif d'autant plus qu'à cette époque tous les moyens sont utilisés pour piéger.'

Cette période de la terreur n'a pas seulement intimidé les écrivains des lettres, mais elle a aussi intimidé au premier abord les transporteurs des lettres comme le déclare Mamadou Hissein :

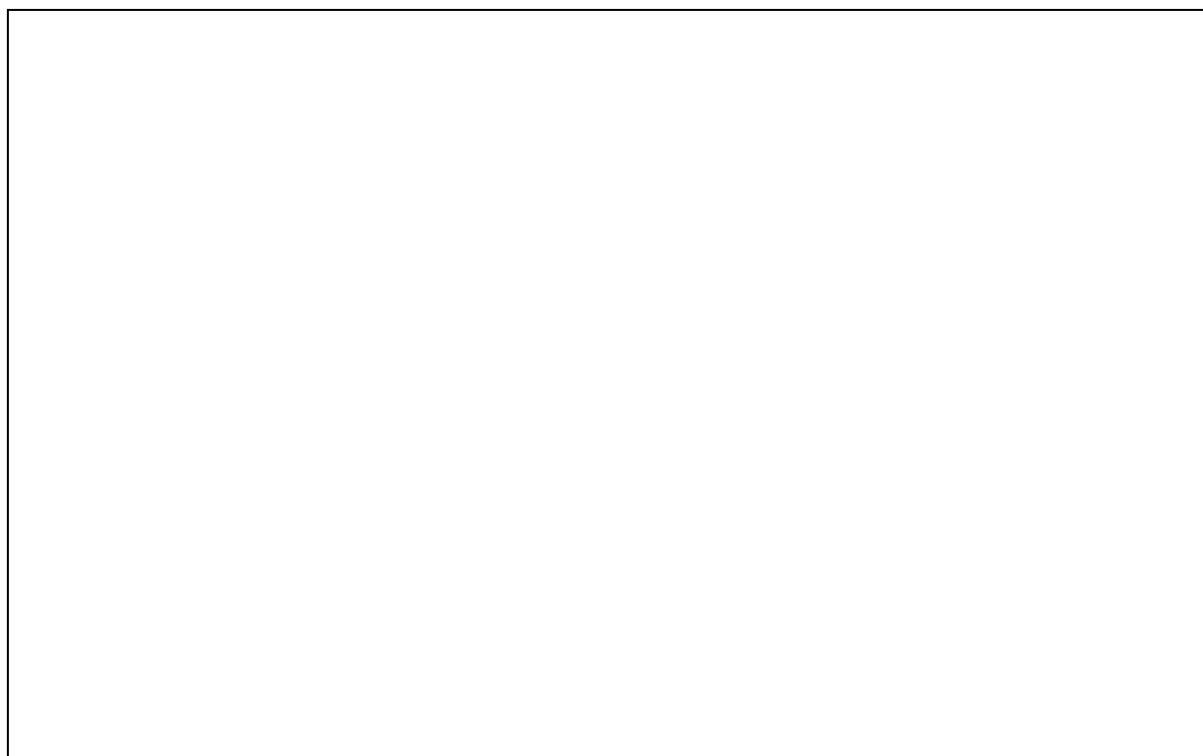
'À cette époque, il n'est pas aisé que tu trouves quelqu'un pour transporter ta lettre jusqu'à destination, surtout si ta lettre est dans une enveloppe fermée. Les gens ont peur de se faire piéger par les lettres qu'ils transportent'.

Les restrictions qui frappent les communications par les lettres ne sont pas que policières, elles sont aussi infrastructurelles. D'autant plus que les services postaux n'existent à l'époque que dans la seule ville de Mongo, le chef-lieu de la région du Guéra où seules 50 boîtes aux lettres sont construites, essentiellement pour un besoin administratif étatique et pour le besoin des organisations non gouvernementales comme le déclare A.M.G receveur de la poste :

¹¹⁵ Homme, aide chauffeur, 48 ans, interview réalisée en avril 2009 à Bitkine.

‘Normalement les boîtes postales sont faites pour tout le monde, c’est-à-dire l’administration et la population. En principe, toute personne qui veut disposer d’une boîte postale peut venir et en disposer moyennant les frais d’attribution. Malheureusement, ici, force est de constater que la population ne dispose pas des boîtes aux lettres. Les quelques boîtes qui sont occupées le sont par les institutions étatiques, les ONG, ou les Eglises. Le problème était que dès le début, on n’a jamais montré à la population qu’elle peut disposer aussi de cette infrastructure. Par conséquent, jusqu’aujourd’hui, la population continue de penser que ce sont des choses qui appartiennent à l’Etat, et pour l’usage unique de l’Etat, alors que la poste est même privatisée depuis longtemps. Ainsi, on se trouve aujourd’hui en train de gérer l’héritage des années de motus et bouches cousus ‘.

Photo 6.3 Boîtes aux lettres de la ville de Bitkine.



Source : photo prise par l’auteur en 2009.

Cette mainmise ou cette confiscation des infrastructures de l’information et de la communication par l’Etat est encore plus nette et sans équivoque sur les canaux traditionnels de diffusion des messages de masse tels que le crieur public ou moderne comme la radio.

Le crieur public urbain

Faute d’une radio régionale pour diffuser le message à l’intention des populations des grandes villes du Guéra comme Mongo, Bitkine, Méfi, ou Mangalmé, il est fait recours au crieur public mobile, pour passer des avis et communiqués, qu’ils soient des services publics ou pour les particuliers.

Le crieur public urbain est une création de l’administration publique dont il a gardé le relent, bien que de temps à autre, il soit aussi utilisé par les particuliers. Les relents administratifs sur le crieur public se mesurent à l’aune de la formule introductive et

conclusive figée, autoritaire, contraignante et menaçante que cite celui-ci avant de délivrer le contenu de son message proprement dit. Ainsi, tous les messages du crieur public sont introduits par les formules de mise en garde :

« *Écoutez bien le message de l'Etat* »:

Et aussi ces messages sont conclus par une formule de menace :

« *Que ceux qui n'exécuteront pas ce message de l'Etat s'assumeront* ».

Cette formule fichée crée une incohérence et une confusion dans certains messages qui n'émanent pas forcément de l'administration. Car le crieur public, même s'il reste dans son essence le porte-voix de l'administration, est quelquefois appelé à passer le message d'un particulier. Surtout les messages de perte d'un objet, et plus souvent d'égaré d'un enfant. Même dans ce dernier cas, par conditionnement et réflexe, le crieur public commence son message par cette formule figée : « *Ecoutez bien la parole de l'Etat* », alors que le message n'émane pas de l'Etat, mais d'un particulier. On peut ainsi par exemple entendre le crieur public libeller son message de la manière suivante :

« *Ecoutez bien la parole de l'Etat. Un enfant de 8 ans, sorti de la maison depuis hier, habillé d'une culotte noire et d'une chemise rouge, appelé Hissein, est déclaré égaré. Son père s'appelant Daoud et sa mère Hapsita, prient toute personne l'ayant trouvé de le conduire dans le quartier X. Que ceux qui n'exécuteront pas cette parole de l'Etat s'assumeront* ».

Bien que le crieur soit une activité libérale, puisque rétribué à la tâche à raison de 2000 F ou 3000 F par celui qui l'utilise (l'Etat ou les particuliers), l'usage qu'il fait des formules figées introductives et conclusives 'autoritaires' au nom de l'Etat en fait un moyen de communication de masse approprié effectivement par l'Etat.

La communication par la radio

Pendant la période coloniale, pour renforcer le pouvoir communicationnel de la colonisation afin de permettre une connexion des administrateurs et ressortissants européens installés en Afrique, des radios furent créées un peu partout en Afrique et « n'avaient guère d'autre objet que de servir les intérêts du gouvernement colonial et de la communauté non Africaine » (Mwaura, 1980 : 99). C'est dans la foulée de cette stratégie de connexion des administrateurs et autres fonctionnaires coloniaux par la radio, que naquit à Fort-Lamy le 28 octobre 1955, 'Opération-pilote de Radio-Tchad', l'ancêtre de l'actuelle Radiodiffusion Nationale Tchadienne.

Au-delà de sa mission traditionnelle, la radio-Tchad était très vite apparue comme un instrument d'information, d'éducation et de distraction à travers le contenu de son programme savamment dosé par les musiques puisées dans le répertoire local (Célarié, 1962 : 125). Cependant, le taux de pénétration très faible à l'époque faisait de la radio un moyen de communication élitiste, 'un objet de ville' (Tudesq, 1983 : 25). D'objet de curiosité qu'elle était au début, elle devient au lendemain des indépendances des pays africains, un instrument d'information, de diffusion de messages. C'est ce qui a fait dire à Bebey (1963 : 7) que la radio en Afrique avait remplacé le message tambouriné.

Pour un pays comme le Tchad avec son vaste territoire, doublé par les réseaux de communication rudimentaires, l'ubiquité de la radio était un grand atout. Surtout que cette

dernière a le mérite de s'adresser même aux analphabètes dans leurs langues vernaculaires. En somme, la radio était le moyen technique de l'information qui correspondait le mieux à la tradition de l'oralité qui caractérisait les populations tchadiennes. Comme pour la plupart d'autres sociétés africaines affectées par l'analphabétisme (Tudesq, 1983 : 7), la radio était de toute évidence demeurée le moyen de communication le plus accessible pour les populations hadjeray. La Radiodiffusion Nationale Tchadienne, héritée de la colonisation, exerçait dans le domaine de l'information et de la communication un monopole absolu. Ses émetteurs couvraient l'ensemble du territoire national, y compris la région du Guéra. Dans les années 1979, la généralisation du conflit au Tchad, puis la guerre tchado-libyenne des années 1986-1987 renforcèrent l'audience de la radio-Tchad qui était demeurée la seule à donner les informations sur les événements et surtout sur le bilan (quelque peu trompeur) des batailles. Aussi, la radio-Tchad était plus suivie dans la région du Guéra dans ses tranches des 'avis et communiqués' où sont diffusées les nouvelles des décès, les nouvelles des naissances, etc. Ces émissions sont très prisées, en partie à cause des deux de leurs animateurs qui sont de la région du Guéra (Nangdi de Bitkine qui anime la tranche en français et Abaké de Mongo qui anime la tranche en Arabe.) Ces derniers profitent de leurs émissions pour laisser des messages distrayants à l'attention de leurs parents hadjeray. Aussi, ils ponctuent leurs émissions de musiques hadjeray. Ces animateurs de la radio ressortissants de la région du Guéra ont augmenté considérablement l'audience de cette radio dans la société hadjeray.

Malgré le rôle de plus en plus important que la Radiodiffusion Nationale Tchadienne prend auprès de la population, cette dernière exerce pour le moins un impact limité sur les populations rurales pour des raisons que le contenu de l'information est peu tourné vers les réelles préoccupations des populations. Les messages sont de portée générale, ne tenant pas compte des réalités socioculturelles de la région du Guéra. La difficulté de la radio-Tchad comme moyen de communication, est aussi qu'aucune des langues hadjeray n'y est parlée. L'arabe vernaculaire utilisé n'est pas accessible à toutes les populations du Guéra. La non-utilisation d'une seule langue hadjeray est vécue comme une frustration. Malgré qu'une bonne partie des populations du Guéra suivent la radio-Tchad elle le fait dans un but de distraction. Car, le message de la radio Tchad, est un message public et ne prend pas aussi en compte les réalités de communication confidentielle pouvant résoudre le problème de survie que rencontrent les populations. C'est ce qui a fait dire au Secrétaire du gouvernorat de la région du Guéra lors d'un séminaire sur la création des radios communautaires au Guéra que :

'Les programmes de la Radiodiffusion Nationale Tchadienne conçus à partir de N'Djamena, restent assez généraux et ne prennent pas en compte les réalités régionales du Guéra. Les radios de proximité dont a besoin la région du Guéra doivent servir exclusivement la communauté, la localité, la région, se préoccupant de la spécificité locale et fonctionnant aussi à partir des contributions locales'¹¹⁶.

Indépendamment de son programme qui est de portée générale, donc loin des réalités de communication des populations hadjeray, la radio-Tchad fut de surcroît très tôt prise en otage par les régimes politiques qui se sont succédé pour en faire un media de masse de

¹¹⁶ "Le Guéra prépare la naissance des trois radios", in *Le Progrès* no 2536 du vendredi 24 octobre 2008.

propagande politique ou même de culte de la personnalité du chef suprême à longueur de communiqué et d'information. C'est sous le président Habré que la radio a connu une de ses pires instrumentalisation pour le culte de la personnalité de président. Chacune des trois éditions des journaux du matin, de midi et du soir est précédée par un extrait du discours du président de la République. Cette mainmise de l'Etat sur la radio s'accompagne à cette époque par l'interdiction d'écoute des radios étrangères comme Africa N°1 ou Radio France Internationale.

En somme, les difficultés de communication durant les décennies passées, qu'elles soient par les lettres, les routes ou par d'autres supports, ont abouti à l'enfermement de la société hadjeray et aux ruptures entre les familles.

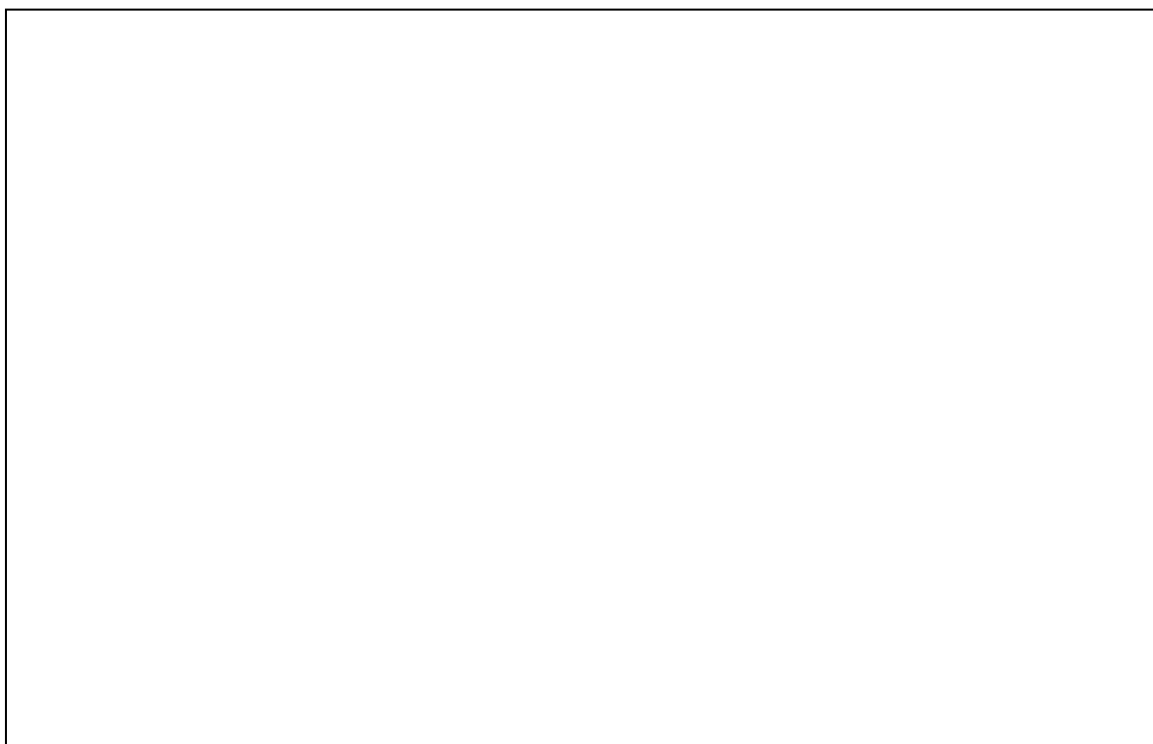
Enfermement de la société, le cas du couple de la famille Algadi G.

Les contraintes de la communication qui avaient pesé sur les populations du Guéra dans les décennies passées avaient abouti d'une part à l'enfermement des populations hadjeray et d'autre part à la rupture des contacts entre les familles pendant des années. Cet enfermement des populations se faisait beaucoup plus ressentir dans les villages passés sous le contrôle de la rébellion où pendant des décennies, les populations ont vécu en rupture avec l'extérieur et par conséquent, avec la modernité, les nouveautés. L'une des victimes de cet enfermement est Algadi G., un homme d'une soixantaine d'années vivant dans un village situé à une cinquantaine de kilomètres de Bitkine. Les longues années de rupture avec le monde extérieur se lisent dans le travail de tissage artisanal du tissu traditionnel qu'il exécute avec dextérité, travail qu'il n'entend pas abandonner, malgré l'arrivée massive des tissus modernes de nos jours sur le marché. Cette ténacité à persister dans son travail de tisserand aujourd'hui sans importance pour la population, lui a été enseignée par les circonstances de la vie, car disait-il:

'Pendant les périodes des événements où les gens ne pouvaient pas aller en ville s'approvisionner, c'est de nos produits locaux qu'on vivait. L'un de ces produits locaux avec lesquels on vivait était le tissu artisanal que je fabrique maintenant. Durant les années 70, 80, à cause de la guerre, on ne pouvait pas aller et venir comme on le faisait avant. Ceux qui sont allés à N'Djamena ou au Soudan sont restés là-bas. D'habitude, c'est de ceux-là qu'on reçoit des produits manufacturés. Mais comme ils ne revenaient plus au village, on était coupé des choses modernes. Nous qui étions au village, nous ne pouvions pas non plus aller nous approvisionner en produits manufacturés au risque d'être accusés de quelque chose. Pour ce faire, on s'est rabattus sur les choses que nos ancêtres faisaient pour y survivre. Au nombre de ces choses, le tissage artisanal des tissus pour nous habiller. Le processus de la fabrication de ce tissu, je l'ai appris dès mon jeune âge comme tout autre jeune. Mais c'est durant cette période des événements où seul le tissage artisanal nous permettait de nous habiller que je m'étais perfectionné à force de le faire presque toute la saison sèche. Ainsi, je m'étais presque spécialisé dans la fabrication du tissu. Ce travail que je fais, s'il bénéficiait de l'apport technologique de l'extérieur, il allait être perfectionné et devenir un vrai tissu. Aujourd'hui, si on parle souvent de centre du tissage de Baro et de la qualité de son tissu c'est parce que le centre de tissage de Baro a bénéficié de l'apport de l'extérieur, en technique de tissage et aussi de la coloration. Nous ici, les guerres ont fait que nous sommes coupés des autres et continuons à faire les choses comme elles se faisaient il y a un siècle. Vous les enfants de maintenant, vous avez la chance, vous avez la liberté et les moyens d'aller n'importe où pour voir, pour apprendre. Toi, tu es un exemple. Tu es allé chez les Blancs, tu as beaucoup vu, beaucoup appris et tu bénéficies même de la liberté de proposer, d'innover. Cela n'était pas le cas pour nous

autres à l'époque. Moi personnellement durant ma vie je n'ai pas beaucoup voyagé. J'étais une seule fois à Fort-Lamy pour une aventure d'une année et à Mongo rendre visite à un parent qui était détenu. À l'époque, si j'avais eu cette opportunité que vous avez aujourd'hui d'aller n'importe où pour voir, pour apprendre, je serais plus particulièrement allé à Baro ou vers le sud pour me perfectionner dans le travail de tissage que je continue de faire aujourd'hui de manière traditionnelle sans intéresser les gens'.

Photo 6.4 Un tisserand hadjeray au village Somo.



Source : photo prise par l'auteur en 2009.

Plus illustrative encore de la situation d'enfermement dans laquelle ont vécu les populations de la région du Guéra pendant les événements est la position de sa femme. Agée d'une cinquantaine d'années et vivant depuis sa naissance dans ce village qui l'a vue naître, elle est l'une des nombreuses femmes de ce village qui déclarent n'être jamais montée un camion, car raconte-t-elle :

'J'ai certes voyagé, mais j'ai juste effectué des déplacements dans les villages voisins pour les condoléances ou les fêtes pendant ma jeunesse ou à Bitkine pour le marché hebdomadaire. Et ces voyages, on les faisait à pied. Le camion ou la voiture, je n'y ai jamais mis les fesses parce que l'occasion de les prendre ne s'est jamais présentée à moi. D'ailleurs, c'est maintenant qu'on peut voir la voiture chaque semaine dans les marchés, car avant, pour voir une voiture, il fallait aller à Bikine et même là il fallait attendre le samedi c'est-à-dire le jour du marché pour en voir'.

Rupture des contacts entre les familles, le cas d'Ayoub

En plus de l'enfermement, l'autre conséquence de la crise de la communication qu'avaient vécue les populations de la région du Guéra durant les décennies des crises et violences politiques, était la rupture des contacts entre les familles. Car comme le disait le

tisserand Algadi G., pendant la période de répression politiques, ceux des villageois émigrés qui auparavant avaient l'habitude de revenir au village pour ravitailler les familles, ne revenaient plus à cause, non pas seulement du manque d'infrastructures de communication, mais surtout de peur d'être accusés par l'un ou l'autre des camps des belligérants d'être des agents à la solde de l'ennemi. Cette double insécurité avait pour conséquence, la rupture entre les populations hadjeray vivant dans la région du Guéra et les différentes communautés hadjeray vivant dans les régions voisines et les pays étrangers. L'un des cas de rupture de contact avec la famille est celui d'Ayoub, vivant dans le village Tachay dans la région du Chari-Baguirmi.

Ayoub est un homme d'une cinquantaine d'années. Comme beaucoup d'autres jeunes de son âge, il avait quitté son village pour la première fois en 1967 pour le Soudan. Une année après, il y retourna après avoir réalisé quelques économies qu'il ramena pour s'acheter les chèvres. Une année après son retour du village, il tenta encore une seconde aventure, cette fois-ci vers N'Djamena dans les années 70 où il resta 2 ans avant de partir pour la zone périphérique de la capitale où il exerça comme aide maçon dans un chantier de construction d'un centre de santé dans le village Tachay. Sur ce lieu de travail, il se familiarisa avec les populations locales parmi lesquelles il y avait une forte communauté hadjeray qui forma un quartier et où il décide de s'installer. Sur ce lieu, il passa deux ans avec la permanente hantise de repartir au village lorsqu'il aura les moyens nécessaires. Au fil des années de ses recherches des moyens, la situation sécuritaire se compliqua dans la région du Guéra du fait du développement de la rébellion. Les nouvelles qui lui parvinrent de son village ne furent guère bonnes et le dissuadèrent de rester là où il vivait. Il y resta plusieurs années sans avoir de contact avec des gens du village. En 1980, il décide de rentrer au village voir ses parents. Arrivée au niveau de la ville de Bokoro, il a dut rebrousser chemin à cause des combats entre deux tendances de la rébellion qui se battaient. Il revient s'installer dans le village Tachay où il y resta encore jusqu'en 1986. Cette année, il reçoit les nouvelles du village à travers un habitant du village voisin au sien qui l'avait quitté suite à la crise écologique de 1985. Il apprend par cet homme, qu'au village, ses parents avaient appris une nouvelle le faisant passer pour mort et qu'ils ont même fait le sacrifice de son décès. Surpris par cette nouvelle, il décide de rentrer au village l'année suivante. Pendant qu'il s'organisait pour rentrer au village, il reçut un certain nombre de parents vivant à N'Djamena et ayant fui la ville à cause des arrestations qui s'y opéraient. Avec cette nouvelle, il changea d'avis de ne pas rentrer au village, mais de rester encore un temps à Tachay pour sa sécurité. Mais en moins d'une année, le quartier hadjeray de Tachay lui-même se rétrécit comme peau de chagrin par suite du départ des habitants pour d'autres localités, de peur de répression qui ailleurs s'abattait sur l'ethnie hadjeray. Alors, il décide à son tour de quitter le village Tachay où il vivait d'autant plus qu'il se sentait exposé à cause de son identité ethnique et puis, pour avoir hébergé pour quelques jours, des parents en provenance de N'Djamena fuyant fui la répression et les arrestations qui s'y opéraient. Il quitte ce village pour aller dans un autre village Mbarley, un peu plus loin. Dans ce nouveau village où il s'installa, il se donna une fausse identité ethnique aux fins d'intégration sociale, car disait-il :

'Après mon arrivée, j'étais resté 2 mois sans voir quelqu'un de la région avec qui je pourrais échanger et ou s'entraider. Comme je n'ai pas un seul parent qui pourrait me secourir en cas de maladie, de problème, surtout qu'aucun des miens ne connaissait la place où je vivais pour me

rendre visite, je me suis fait passer pour un Ratana¹¹⁷, afin de m'intégrer avec les nombreux Ratana qui peuplaient la zone'.

Pour ne pas s'exposer, il ne mit plus pied même à N'Djamena où il avait l'habitude d'aller lorsqu'il séjourna dans le premier village de son refuge. Cette situation de rupture totale entre lui et les parents ou leurs nouvelles dura jusqu'en 1992. À la faveur du changement de régime intervenu en 1990, il décide de venir à N'Djamena en 1992. À N'Djaména, il rencontre les gens venus de la région qui lui annoncent pour la deuxième fois, la nouvelle de son décès qui serait intervenu cette fois-ci en 1989 au moment où, pour la seconde fois, ses parents étaient sans nouvelles de lui à cause de son retrait dans la zone de Mbarley. Alors il décide de rompre définitivement le silence la même année. Il quitte précipitamment pour le village pour revoir et dissuader ses parents de son existence physique.

1990-2005 : la période charnière

La période qui, va de 1990 à 2005, est celle qui équivaut au règne du régime actuel. Nous avons choisi d'analyser la fourchette qui va de 1990 jusqu' à 2005, parce que l'année 2006 marque une ère nouvelle dans la communication des populations du Guéra avec l'avènement de la téléphonie mobile. Pour ce faire, la période qui va de l'avènement de la téléphonie mobile (2006) jusqu'à nos jours sera l'objet d'autres chapitres. En fait, la période qui va de 1990 à 2005 est une période charnière, en ce qu'elle représente une vraie période de transition de la communication qui va déboucher sur la période faste de la communication actuelle grâce à l'avènement des technologies de l'information et de la communication et plus particulièrement de la téléphonie mobile.

La période qui va de 1990 à 2005 est une période charnière disions-nous, parce que pendant cette période, on assiste à un début de contact, de retrouvailles entre les familles hadjeray séparées durant les passées. Cette période a bénéficié de deux éléments importants : l'arrivée de la route dans la région du Guéra et la liberté relative que les Tchadiens et plus particulièrement les populations de la région du Guéra ont bénéficié après l'arrivée du président Deby au pouvoir le 1er décembre 1990.

En effet, la région du Guéra est reliée à N'Djamena depuis 1989, avant même l'avènement du président Deby au pouvoir. Cependant, cette route n'a pu réellement permettre à la région du Guéra de sortir de son isolement à cause de multiples tracasseries policières dont faisaient l'objet les voyageurs. Ce n'est qu'à partir de 1991, à la faveur du vent de liberté relative qui a soufflé sur le Tchad par l'arrivée du président Deby au pouvoir qu'on a assisté à un réel début de communication bien timide. La communication pendant cette période va évoluer en dents de scie au gré de nombreuses convulsions politiques et militaires qui vont entacher le règne du président Deby. Par moments, lorsque le climat politique ou militaire se tend, la liberté de communication se rétrécit en raison du durcissement des contrôles d'identité comme l'a vécu Ahmadaye Ousamane¹¹⁸ en 2008 :

'Depuis que j'ai commencé à Voyager en 1995, c'est en 2008 et précisément à l'entrée de N'Djamena que j'ai connu ce qu'on la appelle prison. En raison du raid des rebelles sur N'Djamena, les militaires ont été mis à l'entrée de N'Djamena pour les fouilles de bagages et les

¹¹⁷ Ratanna est un nom générique désignant certaines populations en provenance de l'Est du Tchad, principalement des régions de Ouaddaï et du Biltine.

¹¹⁸ Homme, apprenti-maçon, 28 ans, interview réalisée en septembre 2009 à N'Djamena.

contrôles d'identité. Lorsque le bus s'immobilise sur leur instruction, les militaires nous demandent de présenter nos cartes d'identité alors que moi je n'en ai pas. Car depuis toujours, je voyageais avec mon acte de naissance. Cette fois-ci mon acte de naissance n'a pu suffire et j'ai été mis en prison pendant quelques heures avant d'être libéré moyennant une certaine somme'.

Si pendant le régime de Deby, la circulation routière a connu une liberté notable, la mainmise de l'Etat sur d'autres moyens de communication comme la radio demeure comme naguère. Cela fait dégoûter l'écoute de la radio à la population comme le déclare Seydou Abbas¹¹⁹

'J'ai même oublié que la radio existe maintenant, parce que non seulement elle n'est pas bien audible comme avant, mais maintenant, on raconte n'importe quoi là. Avant, même si j'étais dehors, je tâche d'être à côté de la radio pour suivre au moins les 'Avis et Communiqués'. Mais maintenant même cette émission m'a dégouté à cause des communiqués des remerciements et félicitations abusifs qui ponctuent cette émission. On peut entendre des communiqués du genre : "la communauté X remercie le président Idriss Deby pour avoir nommé leur fils au poste de Directeur, de ministre, de gouverneur ou de leur avoir construit une école". Ou " la communauté Y félicite le président Deby pour son courage'.

Avec la politisation de la radio-Tchad, la fascination pour la radio a diminué faisant place à la lassitude. La grande masse des populations découragées, se retrouve ainsi sans moyen d'information de leur attente. C'est dans ce contexte de paradoxe de besoin d'information d'un côté et du dégoût de l'information officielle de l'autre qu'une enquête a été commanditée en 1995 par l'association des formateurs tchadiens de la presse, Media Excel Formation (MEF) sur l'état d'esprit de la population hadjeray pour l'avènement de la radio. Le travail réalisé par le consultant Raoul Lotodingao, dans les quatre villages de chacune de trois anciennes sous-préfectures du Guéra, a conclu à la nécessité de mettre en place une radio au service exclusif du développement de la zone, sans aucune considération politique ou partisane, car « *Les personnes interrogées ont estimé que les trois radios communautaires à mettre en place devront permettre à la population de s'informer et d'échanger, d'inculquer une culture et un comportement favorables au développement, suscitant, au-delà des différences, l'adhésion de tous* »¹²⁰.

Le besoin ardent d'un moyen de communication de la population du Guéra dans la décennie 2000, a fait plaider le Secrétaire Général du gouvernorat du Guéra lors d'une rencontre de concertation avec les ONG œuvrant au Guéra pour la naissance de la radio dans la région en ces termes :

'L'avènement de ces radios sera un soulagement pour les populations de la région du Guéra. Car la précarité des infrastructures routières rend inaccessibles certaines zones une bonne partie de l'année, les populations manquent de contact' (*Le Progrès* no 2536).

¹¹⁹ Homme, enseignant, 41 ans, interview réalisée en août 2009 à Mongo.

¹²⁰ *Le Progrès* no 2536

Conclusion

À l'instar d'autres sociétés, la société hadjeray comporte une écologie de la communication qui lui est propre. Son écologie de la communication lui vient principalement de la mobilité qui constitue d'ailleurs une de ses caractéristiques actuelles (Cf. chapitre 4). Cette mobilité qui s'est faite en grande partie sous la pression de violences politiques et des crises écologiques a redessiné la carte géographique de l'implantation des familles. Au terme d'une longue série de mobilités et de migrations, on assiste aujourd'hui à la formation des communautés hadjeray en villages ou en quartiers entiers, disséminées principalement dans les régions et pays voisins. Loin de distendre les rapports familiaux, cette dissémination des différents membres des familles constitue un puissant facteur de resserrement de liens familiaux et par conséquent, de la densification de la communication ; d'autant plus que du côté des populations hadjeray du Guéra, il y a un besoin de contact avec les émigrés parce que d'eux dépend en partie leur survie. Aussi, du côté des communautés hadjeray émigrées, il se manifeste un besoin de contact, de communication, parce que rares sont les Hadjeray émigrés qui envisagent leur avenir ailleurs que dans la région du Guéra. Pour ce faire, il y a lieu de garder le contact avec la base.

Avec la dispersion des familles et le besoin de contacts, de communication de part et d'autre, on est en présence d'éléments fondamentaux d'une écologie de la communication (Hearn et al. 2007 ; Wilkin et al, 2007 ; Shepherd et al. 2007 ; Mac Arthur, 2005 ; Wagner, 2004).

Si par définition, l'écologie de la communication est tout ce qui rend possible la communication (De Bruijn, 2008) au Guéra, on est tenté de dire que l'écologie de la communication est faite de paradoxe où d'un côté il y a besoin de contact, de communication et de l'autre les contraintes de contact, de communication ; d'autant plus que si ailleurs l'écologie de la communication a pour principal support les infrastructures de communication (J-B Gewald, 2005 ; De Bruijn & Brinkman, 2008¹²¹ ; Walters, 2011.), force est de constater que dans la région du Guéra, les infrastructures de communications n'ont contribué que très peu dans l'écologie de la communication de la société hadjeray et ce, depuis la période coloniale où d'ailleurs la construction des routes a été l'un des mobiles même de la mobilité des populations hadjeray vers le Soudan (Duault, 1935 ; Boujol, 1941). Plus tard, pendant la période postcoloniale, les infrastructures de communication comme les routes, rares soient-elles, furent elles-mêmes sources de contraintes de communication ; en témoigne le récit de vie de Hamat (cf. chapitre 1). Ainsi, l'écologie de la communication des populations hadjeray est faite en amont du désir de contact et en aval des contraintes de communication dues aux restrictions qu'imposait le manque d'infrastructures et de la mainmise de l'Etat et des bandes armées sur celles-ci. Ce drôle d'écologie de la communication propre à la société hadjeray, avait pendant des années disloqué des familles entières et rompu les contacts et communication. Le cas de l'isolement d'Ayoub et les nouvelles de son décès qui avaient circulé dans son village natal en sont une illustration.

¹²¹ The Nile Connection Effects and Meaning of the Mobile Phone in a (Post) War Economy in Karima, Khartoum and Juba, Sudan.

Aussi, ce même cas d'Ayoub montre que la communication est un élément important pour la construction de l'identité d'autant plus qu'elle a permis de construire une identité hadjeray qui est immortalisée par tout un quartier dans le village Tachay, dans la région du Chari-Baguirmi. À l'opposé, la rupture de contact, de communication entre Ayoub et les autres Hadjeray pendant les périodes de dictature de Habré, lui a fait prendre une autre identité ethnique. Cet exemple met la communication au centre de la dynamique identitaire hadjeray.

À cet égard, il est apparu depuis près d'une décennie, de nouveaux moyens de communication en l'occurrence les technologies de l'information et de la communication, qui sont censées résoudre les problèmes élémentaires de communication. À ce sujet, il importe de voir quelle dynamique ils ont pu impulser dans la communication et dans le processus de la construction ou de la déconstruction de l'identité des populations hadjeray.